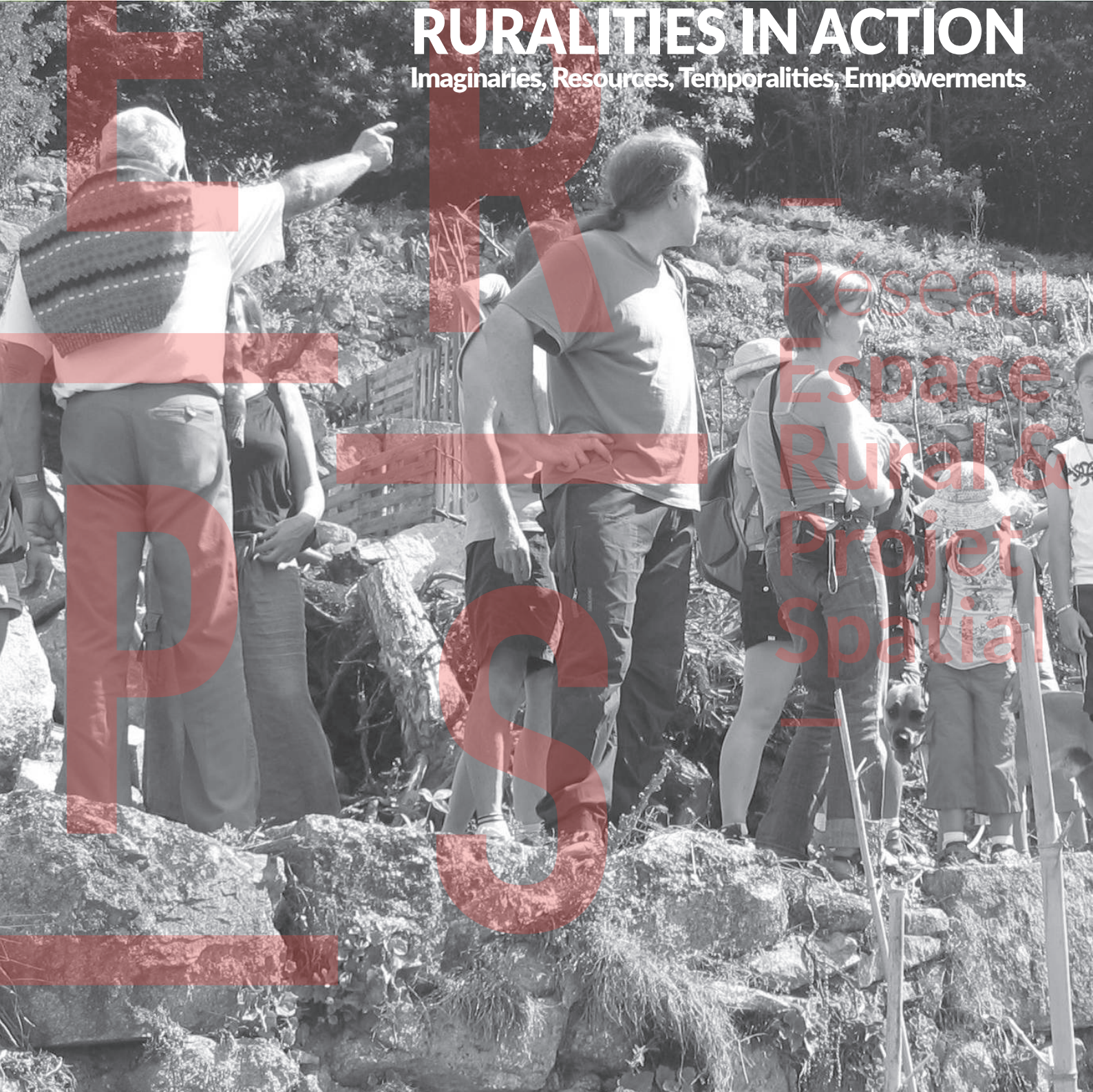


RURALITÉS EN ACTION

Imaginaires, ressources, temporalités, pouvoirs d'agir

RURALITIES IN ACTION

Imaginary, Resources, Temporalities, Empowerments



Appel à contributions des 9èmes rencontres
du réseau Espace rural & projet spatial (ERPS)
10-12 octobre 2019,
CERMOSEM, Domaine du Pradel, Mirabel



ÉCOLE
NATIONALE SUPÉRIEURE
ARCHITECTURE
LYON

Call for papers for the 9th Conference
of the "Rural Space & Spatial Design" network
10-12 October 2019,
CERMOSEM, Domaine du Pradel, Mirabel

Synopsis et objectifs

Après avoir traité des transitions énergétiques en 2015 (Coste, *et al.*, 2018) et des transitions économiques en 2017, les rencontres 2019 du réseau « Espace rural et projet spatial » (ERPS) poursuivront cette réflexion en interrogeant les nouvelles formes d'action et de démocratie à l'œuvre dans les territoires ruraux. Sont ainsi convoqués pour ces prochaines rencontres les savoirs disciplinaires, experts et citoyens fondés sur la praxis, permettant d'explorer, au prisme des transitions, les modalités d'action et les imaginaires politiques associés au projet spatial dans ses différentes échelles et finalités.

Si l'urbanisation contemporaine affecte lourdement les territoires dans leur dimension matérielle et écologique, elle bouleverse aussi les sociétés qui les habitent, réduisant fortement (et les dépossédant parfois en totalité) leur capacité à s'autodéterminer, c'est-à-dire à interagir avec le milieu et à le transformer de manière auto-soutenable (Sassen, 2014). Plus encore que dans les villes, qui ont souvent été le terreau de résistances, ces processus de dépossession ont affecté en profondeur les territoires ruraux, touchés par des mutations profondes de leurs économies. Les savoirs et les compétences qualifiés de « populaires » ont été fragilisés et délégitimés (Darré, 2006 ; Salmona, 1994)¹ par l'hyper-technicisation du cadre de vie et l'emprise du pouvoir de la science, avec pour effet d'augmenter la distance entre la sphère politique et celle de la vie quotidienne et de dépouiller de plus en plus les populations de leurs capacités d'action, notamment collectives. En dehors de ces « tendances lourdes » pourtant, une profusion d'initiatives à la petite échelle questionne les champs de l'action publique, la pertinence des découpages territoriaux et des compétences associées. De telles initiatives nous semblent relever d'un processus de transition, au sens où l'entend le philosophe Pascal Chabot (2015), c'est-à-dire comme « manière de comprendre et de susciter le changement ».

Sur le plan environnemental, l'idée de rupture totale avec le passé apparaît en effet impossible : l'écologie politique contemporaine elle-même a abandonné l'illusion d'un « paradis perdu » sous-jacente à l'idée de révolution (Hache, 2012) et la seule possibilité semble aujourd'hui celle de l'adaptation au changement climatique², contrainte de composer avec les effets des choix de société passés. Que produit alors cette évolution en termes de philosophie de l'action, dans le champ du projet spatial ?

De plus, une sorte de « récit collectif » semble se dégager de ces initiatives par le bas, via l'invention de nouvelles formes de production et de consommation fondées sur la convivialité, la solidarité et l'auto-soutenabilité (Becattini, 2015). Plusieurs formes de reterritorialisation en émergent, qui mobilisent sous un nouveau jour les enjeux de la proximité et du principe de subsidiarité, selon lequel la décision et la responsabilité d'une action reviennent au groupe le plus directement concerné.

Au sein de ce récit collectif nous intéresse particulièrement la question récurrente de la démocratie directe et des modes d'autogestion - il suffit de penser au retour en force des termes de « souveraineté » et d' « autonomie » - alimentaire, numérique, énergétique, etc. Face à une action publique souvent perçue comme surplombante, souvent contrainte par la pression d'intérêts privés forts (liés à la financiarisation de l'économie globalisée notamment), et guidée par un prétendu « intérêt général », ces initiatives revendiquent l'existence et la légitimité d'un *nous* : des individus concrets, porteurs d'existences, de savoirs, de questionnements et d'attentes engagés dans l'action (Dardot & Laval, 2014). De même en France, comme à l'étranger, les grandes luttes citoyennes contre les logiques d'appropriation territoriale - de l'occupation du Larzac, dans les années 1970, jusqu'à celle de Notre-Dame-des-Landes - sont, d'une certaine manière, des observatoires des formes de fonctionnement d'un *avec*, rendant ces mouvements indissociables des territoires où ils émergent. L'ensemble de ces « ruralités en action », par cette double dimension du *nous* et de l'*avec*, fait émerger des nouvelles formes de territorialités et de réappropriation d'une capacité d'action par les habitants-usagers-citoyens (Bassand, 2001).

1 Ces travaux montrent que les questions du rapport au savoir engagent plus largement une relation de pouvoir économique et symbolique. A ce sujet, voir aussi : P. Bourdieu, 2004. « Racisme de l'intelligence », *Le Monde Diplomatique*, avril 2004.

2 La notion « d'adaptation » contient en elle-même l'idée d'une continuité là où il s'agit sans doute davantage d'un moment de rupture comme opportunité (*kairos*) de co-évolution des sociétés humaines et de leurs milieux. Cf. A. Gras, 2014. « Le sens de l'histoire en question », *Communications*, 95, p.31-40.



Summary and Aims

Having dealt with energy transition in 2015 (Coste, et al., 2018) and economic transition in 2017, the 2019 conference for the ERPS (Espace rural et projet spatial - Rural Space & Spatial Design) network will further pursue these avenues of thought by examining the new forms of action and democracy at work in rural territories. The next conference will therefore call for disciplinary, local and expert knowledge founded on praxis, enabling, through the prism of transition, an examination of the modes of action and the political visions associated with the various different levels and aims of spatial design.

Whilst contemporary urbanisation has a marked impact on the material and ecological aspect of territories, it is also disrupting the societies living in them, dramatically reducing (and often completely stripping them of) their capacity for self-determination, i.e. their ability to interact with the environment and transform it in a self-sustaining manner (Sassen, 2014). Even more so than in the cities, which have often been a breeding ground for resistance, these processes of dispossession have had a profound impact on rural territories, affected by sweeping changes to their economies. So-called “popular” knowledge and skills have been diminished and delegitimised (Darré, 2006; Salmona, 1994)¹ by the hyper-technification of the environment and the encroaching power of science, expanding the gulf between the political sphere and that of everyday life and gradually stripping local populations of their capacity for action, particularly collective action.

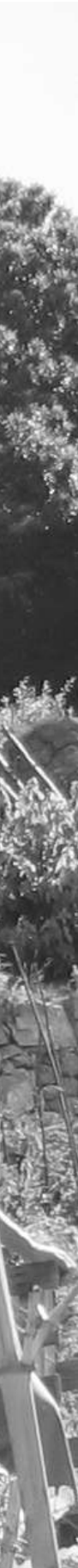
Nevertheless, outside of these “broader trends”, a myriad of smaller scale initiatives bring into question the spheres of public action, the relevance of territorial divisions and related expertise. We consider such initiatives to be part of a transition process, as defined by philosopher Pascal Chabot (2015), namely “a way of understanding and bringing about change”.

In terms of the environment, the idea of a complete break with the past now seems impossible: contemporary environmental politics has itself abandoned the “lost paradise” illusion underpinning the idea of revolution (Hache, 2012); the only option now seems to be adaptation to climate change², coming to a forced compromise with the effects of society’s past choices. In what kind of philosophy of action does this evolution result, in the field of spatial design? Moreover, a kind of “collective narrative” seems to be springing, bottom-up, from these initiatives at grassroots level, through the invention of new forms of production and consumption based on conviviality, solidarity and self-sustainability (Becattini, 2015). From this are emerging several forms of reterritorialisation, reviving issues of community and the principle of subsidiarity, in which decision-making and responsibility for any action rests with the most directly affected group.

What particularly interests us in this collective narrative is the recurring question of direct democracy and methods of self-management, as evidenced for example by the resurgence of such terms as “sovereignty” and “autonomy” with regard to food, technology, energy etc. Faced with what is often seen as top-down public action, often subject to the pressures of powerful private interests (connected to the financialisation of the global economy) and led by so-called “common interest”, these initiatives lay claim to the existence and legitimacy of a *we*: real individuals with existences, knowledge, questions and expectations translated into action (Dardot & Laval, 2014). Similarly in France, as abroad, the major citizen-led struggles against the forces of territorial appropriation -from the occupation of Larzac in the 1970s, to that of Notre-Dame-des-Landes- are, to a certain extent, observatories of ways that a *we* might function, making such movements indissociable from the territories in which they arise. All of these “ruralities in action”, through this double aspect of *we* and *with*, bring forth new forms of territorialities and the reappropriation of a capacity for action by the inhabitants-users-citizens (Bassand, 2001).

1 These works show that issues of the relationship to knowledge more broadly imply an economic and symbolic power relationship. On this subject, see also: P. Bourdieu, 2004. “Racisme de l’intelligence”, *Le Monde Diplomatique*, April 2004.

2 The idea of “adaptation” inherently implies a sense of continuity where it is doubtless more of a breaking point presenting an opportunity (*kairos*) for the co-evolution of human societies and their environments. Cf. A. Gras, 2014. “Le sens de l’histoire en question”, *Communications*, 95, p.31-40.



Axes thématiques

Quelles sont alors les conditions d'identification et de réinvention de cet « avec nous » plus pilote que démiurge (Larrère & Larrère, 2015), dans les pratiques de projet en milieu rural ? Tel est le champ de réflexion que les 9èmes rencontres du réseau ERPS proposent d'explorer, en s'appuyant sur quatre notions : imaginaires, ressources, temporalités, pouvoirs d'agir.

Partant de ces notions et des débats qu'elles suscitent, il s'agira d'en saisir les enjeux politiques et spatiaux à partir d'expériences concrètes : dans les territoires ruraux, peut-on parler de l'émergence d'un nous, d'une conscience collective en mesure de constituer une forme d'agir pour « changer le réel » ? Comment cela se concrétise-t-il ? A l'heure de la crise écologique planétaire, et de profondes évolutions démographiques pour ce qui concerne le cas français il semble nécessaire d'interroger les formes de territorialités qui émergent de ces initiatives locales, à la croisée de territorialités ouvertes construites collectivement.

- **Imaginaires.** La ruralité ne doit pas être perçue comme une entité stable et immuable, mais comme « un ensemble d'attitudes, de valeurs, de qualités en mouvement, de nature économique, écologique, sociétale et éthique, sur lesquelles on doit constamment renouveler notre regard » (Versteegh, 2015). La dimension engagée des projets « avec » et « pour » les territoires ruraux a vocation à dépasser toute forme d'auto-référencement et de nostalgie ; elle relève d'une tâche collective qui est celle d'écrire de nouveaux imaginaires de la ruralité, en réponse au défi que nous impose la métropolisation en terme d'« équité territoriale » (Guillot, 2016). A ce sujet, on poursuivra la réflexion engagée lors des deux dernières rencontres sur la capacité des transitions (énergétiques, économiques, etc.) à engendrer de nouveaux récits et de nouvelles représentations de la ruralité contemporaine.

- **Ressources.** Cette notion pourra ici être saisie au-delà de la dimension matérielle qu'on lui assigne généralement dans les disciplines de l'espace et du projet. Les ressources dites latentes (Tufano, 2016), ou immatérielles, comme le suggère Jana Revedin, sont « toutes les connaissances sur les organismes complexes que sont nos milieux habités : le mouvement des communautés, les flux et les mobilités (...). Ce sont aussi les ressources à extraire du droit, de l'économie politique – ressources souvent forgées par les sociétés elle-mêmes, pour mener leur perpétuel travail d'organisation collective et d'émancipation des individus, d'adaptation aux contingences » (2018). En quoi l'appréhension des ressources matérielles et immatérielles se construit-elle en interaction avec des projections territoriales ? Comment ces ressources immatérielles s'appuient-elles sur des ressources et intérêts matériels (Godelier, 1984) ?

- **Temporalités.** Cette notion renvoie au temps de l'action politique, mais aussi à l'emprise de la vitesse dans la construction et les rythmes de nos modes de vie. Fondamentale, elle articule deux dimensions déterminantes de la pensée de nos lieux de vie : l'espace (la distance) et le temps, et notre rapport à la vitesse et à la lenteur. Sur un autre plan, l'expérience de la proximité aux éléments et aux cycles naturels reste sans doute, malgré l'urbanisation de nos modes de vie, un trait caractéristique des territoires ruraux qui ouvre lui aussi à une autre conception possible du temps de l'action : celle des occasions favorables, du « moment opportun » ou de basculement décisif au sens du terme grec *kairos*, *καιρός* (Aubenque, 1963). En quoi la prise en compte de ces temporalités multiples affecte-t-elle le processus de projet spatial ? En quoi révèle-t-elle des manières d'habiter et des engagements alternatifs au processus de métropolisation ?

- **Pouvoirs d'agir.** Transversalement aux entrées précédentes, on s'intéressera ici aux formes d'agir politique que portent les initiatives issues de groupes citoyens et de mouvements locaux (Dardot et Laval, 2014). À côté de pratiques participatives ré-institutionnalisées au sein de l'action publique, ces initiatives témoignent de la prise de conscience d'une capacité d'action collective et posent sous un nouveau jour le rôle du projet comme outil politique. Si leurs références et leurs racines politiques sont diverses, leur point commun est d'engager des formes de contre-pouvoir ou de résistance critiques, tout autant que des propositions d'expérimentations pratiques dans les différents domaines de la vie : le travail, l'habiter... (Nicolas-Le Strat, 2016). À une exigence de participation et de contrôle citoyen répondent alors des projets de transformation sociale. Les territoires ruraux donnent-ils lieu à des modalités spécifiques d'expérimentations collectives et sociales ? En quoi la transformation du cadre de vie constitue-t-elle un levier de pouvoir d'agir et, in fine, d'émancipation (Bacqué & Biewener, 2013) ?



Themes

So what are the conditions governing the identification and reinvention of this “with us”, which is more pilot than demiurge (Larrère & Larrère, 2015), in rurally-based project practices? It is to this area of thought that the 9th ERPS conference turns, drawing on four main themes: visions, resources, temporalities and empowerments. Using these ideas and the discussions they spark as a springboard, we will thence examine their political and spatial issues based on real-life cases: in rural territories, can we talk about the emergence of a we, a collective conscience capable of constituting a form of action to «change the real world»? What would that look like? At a time of global environmental crisis, and of radical demographic change in France, it seems vital that we question the forms of the territorialities which are emerging from these local initiatives, at the point where collectively constructed open territorialities intersect.

- **Imaginaires.** Rural life should not be seen as a stable and changing entity but as : “a body of economical, ecological, societal and ethical attitudes, values and qualities that deserve renewed analysis” (Versteegh, 2015). The activist aspect of projects “with” and “for” rural territories aims to transcend all forms of self-referentiality and nostalgia; its collective mission is to write about new visions of rurality, responding to the challenge that metropolisation imposes in terms of «territorial equitableness” (Guillot, 2016) Discussion around this issue will be further extended following that at the last two conferences on the capacity of transition (whether energy, economic, etc.) to generate new stories and new representations of contemporary rural life.

- **Resources.** This need not be understood in this instance as a purely material concept, as is generally the case in spatial and design studies. So-called latent resources (Tufano, 2016), or non-material resources as Jana Revedin refers to them, are “all the knowledge about complex organisms that are our inhabited environments: the movement of communities, flows and shifts (...). They are also resources to be extracted from the law and political economy, resources often forged by societies themselves, in their perpetual drive perpetual towards collective organisation and the emancipation of individuals and adaptation to circumstances” (2018). How is the understanding of material and immaterial resources constructed in conjunction with territorial forecasts? How do these non-material resources draw on material resources and interests (Godelier, 1984)?

- **Temporalities.** This concept refers to the time of political action as well as to the influence of speed in the construction and rhythms of our ways of life. This vital concept links two determining areas of thought regarding our living areas: space (distance) and time, as well as our relation to speed and slowness. At another level, the experience of proximity to the elements and cycles of nature remains, despite the urbanisation of our ways of life, a defining feature of rural territories which itself opens up another possible understanding of the time of action: that of apposite moments, the critical moment for the right action, as expressed by the Greek term *kairos*, *καιρός* (Aubenque, 1963). How is the process of spatial design affected when we take account of these multiple temporalities? To what extent does it reveal ways of living and initiatives which form an alternative to the process of metropolisation?

- **Empowerments.** As a corollary to the previous themes, here we will be looking at the forms of political action which come out of citizen-led initiatives and local movements (Dardot & Laval, 2014). Alongside participative practices re-institutionalised within public action, these initiatives are evidence of the awareness of a capacity for collective action and put the role of planning as a political tool in a new light. Whilst they draw on diverse political sources and values, what they have in common is that they instigate forms of critical resistance and forces of opposition, alongside practical experimentation in areas of life such as work, home, etc. (Nicolas-Le-Strat, 2016). Social transformation projects might then be seen as a response to a demand for social participation and transformation. Do rural territories give rise to specific methods of social and collective experimentation? To what extent do lifestyle changes represent a force for empowerment and, ultimately, emancipation (Bacqué & Biewener, 2013)?





Références bibliographiques / Bibliography

- P. Aubenque, (1963) 2002. *La prudence chez Aristote*, Paris, PUF.
- M.H. Bacqué, C. Biewener (dir.), 2013. *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Paris, La Découverte.
- M. Bassand, 2001. *Vivre et créer l'espace public*, Lausanne, Presses Universitaires Romandes.
- G. Becattini, 2015. *La coscienza dei luoghi. Il territorio come soggetto corale*, Rome, Donzelli Ed.
- P. Chabot, 2015. *L'âge des transitions*, Paris, PUF.
- A. Coste, L. d'Emilio, X. Guillot (dir.), 2018. *Ruralités post-carbone. Milieux, échelles, acteurs de la transition énergétique*, Publications de l'Université de Saint-Etienne.
- P. Dardot, C. Laval, 2014. *Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle*, Paris, La Découverte.
- J.-P. Darré, 2006. *La production de connaissance pour l'action*, Paris, INRA-MSH.
- M. Godelier, 1984. *L'idéal et le matériel : pensées, économies, sociétés*, Paris, Fayard.
- X. Guillot, 2016. « Conclusion. Équité territoriale et alter-métropolisation », in : Sery J., Saunier F. (dir.), *Espace rural et projet spatial vol. 6. L'espace rural métropolisé*, Publications de l'Université de Saint-Etienne, p.260-269.
- E. Hache (dir.), 2012. *Ecologie politique. Cosmos, communautés, milieux*, Paris, Ed. Amsterdam.
- C. Larrère, R. Larrère, 2015. *Penser et agir avec la nature*, Paris, La Découverte.
- P. N. Le Strat, 2016. *Le travail du commun*, Paris, les Editions du commun.
- J. Revedin (dir.), 2018. *Construire avec l'immatériel*, Paris, Ed. Alternatives.
- M. Salmona, 1994. *Souffrances et résistances des paysans français*, Paris, Ed. L'Harmattan.
- S. Sassen, 2014. *Expulsions, Brutalité et complexité dans l'économie globale*, Paris, Gallimard.
- A. Tufano, 2016. « Les clés de la latence : dispositifs conceptuels pour la fabrique du projet », in : R. D'Arienzo, A. Lapenna, C. Younès, M. Rollot (dir.), *Ressources urbaines latentes. Pour un nouveau écologique des territoires*, Genève, Métis Presses, p.143-156.
- P. Versteegh, 2015. « AlterRurality, 18 aphorisms », in S. Meeres, P. Versteegh (dir.), *Alter-Rurality: exploring representations and 'repeasantations'*, CreateSpace. p.21-59.

Comité scientifique / Scientific Committee

Responsabilité scientifique

Luna d'Emilio, maîtresse de conférences, ENSA Lyon, EVS-LAURe (UMR 5600)
Sandra Fiori, maîtresse de conférences, ENSA Lyon, EVS-LAURe (UMR 5600)
Xavier Guillot, professeur, ENSAP Bordeaux, Passages (UMR 5319)
François Nowakowski, maître de conférences, ENSA Lyon, LAB'URBA (EA 3482), LAURe (ENSA Lyon)
Jean-Yves Quay, architecte, maître assistant honoraire, ENSA Lyon, LAURe (ENSA Lyon)
Nadine Ribet, maîtresse de conférences associée, ENSA Lyon, LACI (IIAC, UMR 8177), LAURe (ENSA Lyon)

Comité d'organisation

Jean-Luc Bayard, Directeur de la recherche et des partenariats, ENSA Saint-Etienne
Luc Bousquet, Directeur de la recherche et des partenariats, ENSA Lyon
Julie Colombier, Direction de la recherche et des partenariats, ENSA Saint-Etienne
Jérôme Damour, chargé de mission urbanisme et paysage, PNR des Monts d'Ardèche
Caroline Lacan, Octavie Paris, Emilie Duménil, Direction de la recherche et des partenariats, ENSA Lyon
Pascal Mao, directeur du CERMOSEM, Université Grenoble-Alpes

Comité scientifique

Manuel Bello Marcano, maître de conférences, ENSA Saint-Etienne, GRF Transformations
Agnès Berland-Berton, professeure, Université Bordeaux-Montaigne, Passages (UMR 5319)
Vincent Bradel, maître de conférences, ENSA Nancy, LHAC
Claire Brossaud, chercheuse associée, EVS-LAURe (UMR 5600)
Jennifer Buyck, maîtresse de conférences, Université Grenoble-Alpes, PACTE (UMR 5194)
Eric Charmes, directeur de recherche, ENTPE, RIVES (UMR 5600)
Hélène Douence, maîtresse de conférences, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Passages (UMR 5319)
Rosa De Marco, maîtresse de conférences, ENSA Paris La Villette, LAVUE (UMR 7218)
Amélie Flamand, maîtresse de conférences, ENSA Clermont-Ferrand, GRF Ressources
Maria Rita Gisotti, maîtresse de conférences, Université de Florence, DIDA-PROBIUR
Georges Henri Laffont, maître de conférences, ENSA Saint-Etienne, GRF Transformations
Sylvie Lardon, professeure, INRA-AgroParisTech, UMR « Territoires »
Elise Macaire, maîtresse de conférences associée, ENSA Paris la Villette, LAVUE-LET (UMR 7218)
Odile Marcel, professeure émérite, Université Lyon 3
David Marcollon, maître de conférences, ENSA Clermont-Ferrand, LAVUE-Gerphau (UMR 7218)
Jean-Baptiste Marie, maître de conférences, ENSA Clermont-Ferrand, GRF Ressources
Béatrice Mariolle, professeure, ENSAP Lille, AUsser-IPRAUS (UMR 3329)
Abdourahmane Ndiaye, chercheur associé, Passages (UMR 5319)
Pascal Nicolas-Le Strat, professeur, Université Paris 13, Experice (EA 3971)
Alexis Pernet, maître de conférences, ENSP Versailles, LAREP
Daniela Poli, professeure, Université de Florence, DIDA-PROBIUR
Bertrand Retif, maître de conférences, ENSA Clermont-Ferrand, GRF Ressources
Laurent Rieutort, professeur, Université Clermont-Auvergne, UMR « Territoires »
David Robin, maître de conférences, ENSA Clermont-Ferrand, GRF Ressources
Mathias Rollot, maître de conférences associé, EAVT Marne-la-vallée, AUsser (UMR 3329)
Nadine Roudil, professeure, ENSA Lyon, CRH (UMR LAVUE), LAURe (ENSA Lyon)
Frédéric Saunier, maître de conférences, ENSA Rouen, ATE
Nadia Sbiti, maîtresse de conférences, ENSA Bretagne, GRIEF (EA 7425)
Marc Verdier, maître de conférences, ENSA Nancy
Pieter Versteegh, professeur, ESA Paris
Chris Younès, professeure émérite, LAVUE-Gerphau (UMR 7218)



Éléments demandés et informations pratiques

Les 9èmes rencontres du réseau ERPS souhaitent convoquer des publics multiples : chercheurs issus de différentes disciplines, mais aussi acteurs du territoire et de la société civile. Elles seront organisées par séquences. Le présent appel à contributions s'adresse aux femmes et aux hommes, institutions, associations, collectifs, souhaitant coordonner une de ces séquences.

Les propositions devront détailler le format de la séquence envisagée, qui peut prendre les formes suivantes :

- une table ronde, avec des invités pressentis et un thème de débat ;
- un atelier de réflexion, visant à produire collectivement, en séquence, un texte, un manifeste, un accord, etc. avec la présence de publics spécifiques (étudiants, acteurs, spécialistes, militants...) ou ouvert à l'ensemble des participants ;
- un ciné-débat, organisé autour d'une projection qui aura lieu pendant les rencontres ERPS ;
- une exposition avec visite guidée ;
- une dégustation avec débat ;
- une visite de site commentée ;
- une conférence déambulatoire ;
- ...

La proposition de séquence devra aussi préciser, dans un texte de 2000 signes environ :

- les coordonnatrices/coordonnateurs de la séquence envisagée ;
- les invités pressentis ;
- les publics auxquels s'adresse la séquence ;
- un bref historique ou tout autre élément de présentation (bibliographique, site internet, etc.) ;
- une présentation synthétique des thèmes abordés et des enjeux ;
- la durée de la séquence (deux formats possibles : 1h30 ou 3h00).

Les propositions sont à envoyer en format .pdf à l'adresse avant le 15 février 2019 : rencontres.erps.2019@gmail.com

Lieu

Les rencontres auront lieu au CERMOSSEM, domaine du Pradel de Mirabel, en Ardèche.

Elles sont le fruit d'un partenariat entre le réseau ERPS (ENSA Saint-Etienne), l'ENSA Lyon et le PNR des Monts d'Ardèche.

Dates

Les rencontres auront lieu le 10-12 octobre 2019.

Calendrier

Fin novembre 2018 - diffusion de l'appel à contributions / synopsis général

Mi-février 2019 - dépôts des propositions de contributions

Mars 2019 : retours du comité scientifique

Fin avril : diffusion des appels à contributions spécifiques aux séquences sélectionnées (le cas échéant)

Mai 2019 - dépôt des contributions aux séquences avec retour du comité scientifique pour la fin du mois de mai

Juillet 2019 - diffusion programme définitif

Octobre 2019 - tenue du colloque





Required details and practical information

The 9th ERPS Conference wishes to draw a diverse public: not only researchers from different fields but also those working in the community and in civil society. They will be organised in separate sessions. This call for contributions is addressed to individuals, institutions, associations and groups who wish to coordinate one of these sessions.

Proposals should specify the intended format for the session, which may take the following forms:

- a round table, with prospective guests and a subject for debate;
- a workshop which aims to produce, during the session, a text, a manifesto or an agreement etc. with the attendance of specific groups (e.g. students, workers in the field, specialists, political activists, etc.) or open to all participants;
- a film debate, organised around a screening which will take place during the ERPS conference;
- an exhibition with guided tour;
- taster session with debate;
- guided tour of a site;
- ambulatory conference;
- etc.

The proposed session should also set out, in a text of around 2000 characters:

- proposed session coordinators;
- proposed guests;
- intended audience for the session;
- a brief introductory talk or other presentation format (bibliography, website, etc.);
- a presentation drawing together relevant themes and issues;
- session duration (there are two possible formats: 90 minutes or 3 hours).

Proposals should be submitted by the 15th of February 2019 in PDF format to the following address: rencontres.erps.2019@gmail.com

Location

Meetings will take place at CERMOSEM, Domaine du Pradel de Mirabel, Ardèche.

This is a joint initiative between the ERPS network (ENSA Saint-Etienne), ENSA Lyon and the PNR in Monts d'Ardèche.

Dates

The conference will be held on 10-12 October 2019.

Schedule of events

End November 2018 - distribution of call for contributions/general synopsis

Early February 2019 - submission of proposals for contributions

March 2019 - Scientific Committee feedback

End April - distribution of specific calls for contributions for selected sessions (where required)

May 2019 - Submission of session contributions with Scientific Committee feedback by end of May

July 2019 - Distribution of finalised programme

October 2019 - Conference





ERS
PS



Parc
naturel
régional
des Monts d'Ardèche

ÉCOLE
NATIONALE SUPÉRIEURE
ARCHITECTURE
LYON

crédit photo : PNRMA, 2017